

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

JEUDI

20

NOVEMBRE

1975

N° 39

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## ÉDITORIAL

conseil des ministres sur la  
réduction du temps de travail

# on est loin des 40 heures

Le conseil des ministres examinait hier la question de la diminution du temps de travail. Les mesures proposées sont du même acabit que celles sur la retraite à 60 ans. Sous un emballage «progressiste» on découvre des propositions très limitées, visant à désamorcer la riposte de la classe ouvrière en la divisant.

Les limites, le gouvernement les a fixées dans le rapport préparatoire au VII<sup>e</sup> plan, en ne prévoyant les 40 heures pas avant 1980. Même par rapport à ces prévisions, les modifications proposées sont retardataires : horaire maximum hebdomadaire autorisé : 52 heures au lieu de 57, horaire moyen hebdomadaire autorisé sur douze semaines : 48 heures au lieu de 50 heures. La France restera encore longtemps le pays de la CEE où la durée moyenne est la plus longue.

La diminution du temps de travail sera modulée selon les catégories de travailleurs et les branches en fonction de leurs plus ou moins grandes difficultés. Le gouvernement espère ainsi nous diviser, de plus il laisse les mains libres aux patrons pour adapter leurs horaires aux coups de la production ou aux nécessités du redéploiement.

Parmi les projets à l'étude, on parle beaucoup de l'extension des horaires libres et de la possibilité pour les travailleurs de limiter leurs horaires, avec une diminution conséquente des salaires. Nous avons pu constater que lorsque les patrons diminuaient les horaires, la production restait la même, c'est-à-dire que les cadences augmentaient !

Toutes ces mesures qui prétendent améliorer notre vie font partie du modèle de crise que cherche à nous imposer ce gouvernement de misère. Il proclame qu'il tient compte de nos revendications, en fait il donne satisfaction aux patrons. Il leur donne les moyens d'aggraver nos conditions de vie et de travail.

Même la législation actuelle n'est pas respectée par les patrons. Les améliorations ne pourront venir que des luttes : les patrons ont des difficultés, profitons en pour leur arracher nos revendications ! Ce que nous voulons ce n'est pas une diminution du temps de travail au compte goutte, rognée par une augmentation des temps de transport, et récupérée par les patrons avec l'augmentation des cadences, la baisse des salaires. Pour imposer une véritable diminution du temps de travail, pour faire échec aux manœuvres de division du gouvernement, aux nouvelles atteintes contre nos salaires et nos conditions de vie et de travail qu'il nous prépare, unifions nos revendications et nos luttes.

Exigeons :  
- diminution des horaires sans diminution de salaire !  
- pas d'horaires supérieurs à 40 heures  
- reprise de l'embauche  
- temps de transport, payé comme temps de travail  
- cinquième équipe pour les feux continus  
- 6 heures de nuit = 8 heures de jour

Serge LIVET

A Paris-Rhône (Lyon), les ouvriers des deux usines en lutte ont été «sommés d'évacuer les locaux occupés, avant vendredi ; faute de quoi la police interviendrait», par le tribunal des référés qui rendait hier soir son jugement. Aussitôt les travailleurs sont partis du Palais de justice en manifestation. Réunis par le Comité de Grève, ils délibéraient ensuite des mesures à prendre pour défendre leur lutte.

Ainsi, à Paris-Rhône comme à Air-France, le renforcement de l'action et le développement d'un large soutien se posent comme condition à la poursuite victorieuse des luttes, contre toutes les manœuvres des révisionnistes du P.C.F. et des réformistes dans les syndicats !

# air france, ptt paris-rhone, imposer la voie de la lutte



Au moment où l'Assemblée Nationale discute du budget des PTT, la séance fut troublée par les grévistes du Parisien Libéré qui sont venus rappeler que des travailleurs luttent ! Les postiers du centre de tri de Paris Austerlitz s'affrontaient, eux, aux manœuvres des directions syndicales qui appelaient à la reprise. La lutte avait démarré vendredi dernier pour exiger la levée des sanctions à l'encontre

de quatre de leurs camarades (cf. le QdP n° 36). Cette lutte commençait à dépasser le cadre d'un cas isolé pour poser la nécessité d'une lutte d'ensemble contre le démantèlement (que la direction met en place, en s'appuyant sur la prépression). Les postiers, contraints à la reprise par les manœuvres révisionnistes, ne s'en tiennent pas là !

(voir nos articles page 5)

## FRANCO AU FRIGO

# jusqu'au bout il sert encore !

La sinistre comédie qui se joue à Madrid ne trompe plus personne : la «vie» dans laquelle Franco est maintenu artificiellement n'est rien qu'une illusion. Les «traitements» qu'on lui fait subir ne relèvent évidemment plus de la médecine : ils ont un sens purement politique.

Depuis quelques jours, les arrestations se multiplient en Espagne. Des centaines d'anti-franquistes se retrouvent aujourd'hui en prison. C'est le fameux plan «Lucero» de répression massive pour préparer la succession, qui entre pas à pas en application. Que pèsent auprès de cela les

mini-mesures concernant l'utilisation de leur langue par les minorités nationales (à qui leurs droits fondamentaux sont toujours déniés) ou des élections municipales où pourront se présenter les partis que le fascisme voudrait bien autoriser ?

Que valent encore, dans ces circonstances, les illusions entretenues sur les prétendues possibilités de «démocratisation» par le pantin Juan Carlos, reprises à l'envi par notre bourgeoisie, répandues en Espagne notamment par le P.C.E. révisionniste ?

Derrière la momie qu'on congèle au Pardo, se cache une réalité tristement vivante en Espagne : celle de l'opération survie du fascisme.

J.L.

la vie du journal

# DANS NOTRE COURRIER

UN GRAND PAS

Le journal devient très riche en articles et il faut qu'il passe à 12 pages afin d'aérer les articles et pour traiter de nouveaux sujets. Quand vous parlez d'une ville de France peu connue, il faudrait la resituer en France. Votre article sur l'Angola est accompagné d'une carte qui permet de voir où se trouve ce pays. Il faut continuer le courrier des lecteurs. Ce journal permet à des personnes non encore « politisées » de pouvoir le lire, ce qui est un grand pas.

S et E.S. St Sorlin

ANCIEN MILITANT DES JCF

Ancien militant des JCF et ayant été chassé du PCF que je trouvais trop réformiste, je me trouve en rupture volontaire du mouvement « communiste » patronné par l'URSS. Je suis un peu un inorganisé. Ayant par hasard trouvé votre journal, je m'y suis beaucoup intéressé. Je pense vraiment qu'il deviendra le Quotidien du Peuple. Pourquoi n'éclairiez-vous pas le lecteur sur ce Parti de type nouveau, ses objectifs, l'idéologie qui lui sert de guide ?

Le Quotidien du Peuple nous tient bien au courant des luttes populaires. Pourquoi n'y a-t-il pas dans vos pages des débats idéologiques, par exemple nous aimerions bien savoir la position de votre Parti sur l'autogestion, les minorités nationales et bien d'autres problèmes actuels.

Un lecteur de Villejuif

## LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ET DU SOCIALISME

Les problèmes de la révolution et du socialisme ne sont pas

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication

Y. CHEVET

imprimé par L.M.F.

Diffuse par les NMPP

### DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :  
QUOTIDIEN DU PEUPLE  
en téléphonant au :  
208 65 61 PARIS  
de 8h30 à 13h.



# Le quotidien du peuple

assez posés dans le Quotidien. Il faut répondre aux interrogations des masses là-dessus...

C.H. Rouen

## DES ARTICLES ELOGIEUX SUR LA CHINE

Je vous envoie le prix d'un abonnement pour un paysan que je connais (...) A l'entrée de sa ferme il a mis des panneaux avec entre autres des articles élogieux sur la Chine (...)

Monetay sur Loire

## PENDANT QUE NOUS NOUS SERRONS LA CEINTURE

Je viens de lire une chose qui doit être sue par les lecteurs du Quotidien du Peuple, car elle constitue en elle-même une condamnation sans appel de la société pourrie dans laquelle nous vivons.

Deux grands bourgeois, un américain et un français, se sont offerts un repas chez Denis à Paris pour la somme de... 17600F (un million sept cent soixante mille) service inclus. Cela représente davantage que le revenu annuel d'un smicard !

On peut se frotter les yeux. Mais oui c'est possible ! Pendant que nous nous serrons la ceinture, voilà ce que peuvent (encore) faire les bourgeois avec le fruit de notre travail.

M.J. Vanves

## DANS LE SECTEUR CULTUREL

Lecteurs réguliers du Quotidien du Peuple, (un employé, 3 professeurs, 2 animateurs et 2 instituteurs) nous avons décidé de faire un travail dans le secteur culturel.

Nous sommes allés voir le premier spectacle de la saison donné par le « Centre théâtral de Franche-Comté » et intitulé « Prévert et le groupe Octobre ».

Le groupe « Octobre » : des artistes, des instituteurs, des employés, des travailleurs ayant décidé entre 1933 et 1937 de faire un théâtre au service du peuple.

Nous avons ensuite réalisé des questionnaires pour une enquête sur ce spectacle auprès des différents publics, des comédiens, du metteur en scène. Ces questionnaires circulent en ce moment auprès de syndicalistes, d'élèves, maîtres, d'étudiants, de travailleurs.

Un dossier général sur ce spectacle sera constitué et la synthèse en figurera dans une des prochaines pages régionales du Quotidien du Peuple (...) Peut-être la question : « quel théâtre faire aujourd'hui pour servir le peuple » trouvera à cette occasion quelques éléments de réponse.

des lecteurs de Besançon

# pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

un douze pages quotidien : une exigence de nos lecteurs

A la suite de la réunion sur le Quotidien qui s'est tenue avec des lecteurs postiers de Schiltigheim, Bischeim, banlieues ouvrières de Strasbourg, je rapporte ici quelques critiques et suggestions sur le journal :

Pour certains le Quotidien n'est pas encore assez ouvert sur tous les sujets. Il devrait traiter de tous les sujets, ils disent que les gens seraient intéressés par davantage de pages culturelles, ce serait un moyen de susciter la réflexion et de faire réagir les gens.

A cette idée est venue s'ajouter celle de l'actualité locale, des informations régionales qui seraient d'un grand intérêt dans le Quotidien (...)

D'autres estiment que le Quotidien ne donne pas assez d'informations et d'explications concrètes sur les faits de la vie quotidienne. Il faudrait par exemple parler du PMU et le

dénoncer, car des milliers et des milliers de travailleurs s'y intéressent. D'autres rubriques sur l'augmentation des produits alimentaires, sur les transports en commun, les loyers élevés dans les cités HLM... seraient les bienvenus. Ces articles devraient être courts, dégager les idées essentielles sans trop entrer dans les détails superflus. Ceci intéresserait les gens. Ils pensent que le journal n'amène pas suffisamment les gens à réfléchir et à réagir (...)

correspondant de Strasbourg

Le cadre étroit des huit pages empêche le journal d'intervenir dans de nombreux domaines sur de nombreux sujets, et limite en cela sa capacité à gagner des milliers et des milliers de nouveaux lecteurs, à être vraiment le Quotidien du Peuple. Mobilisons-nous pour rassembler les 15 millions !

## je souscris

10 F     50 F     100 F    F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# gagnons la bataille de la diffusion

Aujourd'hui j'ai trouvé en kiosque le journal de lundi, mardi. Toutes les semaines au moins une fois, le canard arrive avec un jour de retard, les kiosquiers ne le mettent pas en vente et pour cause, on ne vend pas un quotidien un jour après. La dame chez qui je me sers, comprend bien nos difficultés mais elle me dit qu'en fait c'est elle qui va en pâtir, car les journaux sont comptés qu'elle en reçoive 2 ou 10, ou qu'elle ne les reçoive que le lendemain. Elle a peur d'en faire les frais. Je crois qu'il faudrait essayer de voir si la distribution ne pourrait pas être améliorée.

## communiqué

SEMAINE DE CINEMA ET DE DEBATS POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, ORGANISEE PAR L'ASSOCIATION DES AMIS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE DE NANCY

Jeudi 20 novembre

« Changai au jour le jour » de Claudie Broyelle

21 H Foyer Rencontres Rue Jean-Moulin TOMBLAINE

La vie quotidienne en Chine avec la participation du père Jean Cardonnel

Vendredi 21 novembre

« L'heure de la libération a sonné » de Heiny SROUR

20 h 30 Faculté des lettres boulevard Albert 1er Nancy

## à propos de la résolution de l'ONU... des lecteurs nous écrivent...

Nous avons reçu deux articles à propos de la résolution des Nations Unies assimilant le sionisme au racisme ; il nous est impossible de les reproduire en entier, voici quelques extraits :

Citons un exemple très simple, pour voir le racisme qui existe dans l'Etat d'Israël actuellement : (...) des émeutes, des assassinats en série dont on rendait coupables, souvent, les juifs d'Afrique du Nord, surnommés les « marocains au couteau ». Alors que les juifs américains et européens sont logés dans des villes et se trouvent rapidement de belles situations ; les juifs du « tiers monde » sont conduits dans les régions les plus ingrates et habitent dans des logements sommairement construits, pour la première fois dans les années 53. Le racisme envers les

arabes qui se trouvent en Palestine occupée. (...)

S. Hamed  
lecteur du QdP Strasbourg

Concernant le *Judaïsme et le Sionisme*, les occidentaux dans leur majorité confondent encore ces deux concepts distincts. Aussi toute attaque portée contre l'idéologie sioniste est-elle encore considérée par eux comme des attaques anti-juives.

De nombreuses voix juives se sont pourtant élevées de tout temps contre le sionisme soit au nom même du judaïsme, soit au nom du marxisme-léninisme, soit tout simplement au nom d'un humanisme anti-raciste (...)

Concernant la *nature raciste du sionisme*, rien de plus révélateur que les affinités idéologiques existant entre Israël et le régime raciste d'Afrique du sud connu sous le nom d'apartheid.

(...) Ben Gourion, considéra avec beaucoup d'admiration le pays de l'apartheid qu'il visita en mai 1969 et où il reçut un accueil chaleureux. Il fit à cette occasion l'éloge des « supériorités » de la technique israélienne d'expulsion de la population indigène. Il avait déclaré que si elle était appliquée en Afrique du sud, elle aurait « garanti l'Afrique du sud contre toute subversion intérieure. » (...) Certes, le sionisme est une idéologie raciste. Beaucoup de juifs sont les premiers à le constater. (...) Oui, le jour n'est pas loin où les juifs viendront de plus en plus nombreux aux côtés de leurs cousins arabes pour lutter contre l'ennemi principal du judaïsme : le sionisme.

Abdel Kader Benabdallah (Sociologue et journaliste marocain), auteur d'une thèse intitulée : « Les Relations Israélo-Sud africaines ».

# pour un mouvement d'ensemble

## COMMENT LUTTER ?

Aller vers un mouvement d'ensemble, répondre à l'aspiration importante qui existe dans la classe ouvrière aujourd'hui, c'était d'abord définir une série de mots d'ordre capables de rassembler, d'unifier les luttes isolées qui se déroulent aujourd'hui : c'est ce que nous avons traité hier et nos lecteurs doivent nous fournir leurs points de vue sur cette série de mots d'ordre et en débattre avec nous. Mais préparer le mouvement d'ensemble, développer clairement toutes les bases sur lesquelles il peut se construire, c'est aussi recenser dans l'expérience des travailleurs tous les acquis positifs apparus dans les dernières luttes.

CGT a toujours affirmé son opposition à la constitution de tels comités, y voyant là un moyen de contestation de la ligne révisionniste qu'elle impulse à la tête de la CGT. La direction confédérale de la CFDT a pris aussi position contre, lors de son dernier congrès et lors de l'accord CGT-CFDT

Une telle opposition que l'une et l'autre confédération ont bien été incapables de rendre opérante, puisque nombre de leurs syndiqués ont pris l'initiative de constituer ces comités est révélatrice de la peur qui agite P«C»F et PS. Peur devant la

grève. S'opposant par tous les moyens, au début, à sa constitution, il a dû s'incliner devant la volonté des grévistes qui aspiraient à une réelle démocratie dans la lutte. Changeant progressivement de tactique, tout en multipliant les pressions contre le comité, il a tenté à la fin de la grève de l'investir pour imposer la décision de faire reprendre le travail. La leçon en est claire, pour être une arme efficace, le comité de grève ne peut en rester à réclamer la conduite démocratique de la lutte ; il doit combattre de front les positions des révisionnistes, leur logique capitaliste, et la tutelle qu'ils prétendent nous imposer.

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



comme forces d'appoint à tel ou tel projet de replâtrage du capitalisme, mais qui au contraire met en avant l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la construction d'une nouvelle société. Ces centaines de milliers de syndiqués, qui dans leurs luttes affirment un tel syndicalisme constituent la base pour développer un puissant courant d'opposition syndicale révolutionnaire, capable à terme de renverser l'orientation réformiste que font prévaloir les orientations actuelles de la CGT et de la CFDT.

### AUTOUR DE LA CLASSE OUVRIÈRE UNITÉ POPULAIRE !

Au moment où la classe ouvrière réaffirme avec force sa volonté d'en finir avec le capitalisme, au moment où chez les employés, chez les petits paysans, se manifeste de manière nouvelle l'aspiration à unir leurs forces à celle de la classe ouvrière, le mot d'ordre d'unité populaire prend une résonance particulière. Construire le mouvement d'ensemble, c'est évidemment aussi construire l'unité populaire ; réaliser sous la direction de la classe ouvrière une solide alliance de classes dirigée contre la classe capitaliste prenant pour objectif son renversement.

Et si évidemment le cadre organisé de cette unité populaire ne peut être tracé aujourd'hui, dans chaque lutte, dans chaque action, elle peut être préfigurée. Par exemple, l'organisation des Comités de Lutte contre le Chômage que nous avons largement décrits dans les précédents numéros, montre comment dans de tels comités peuvent se développer les premières formes d'unité populaire. En unissant en leur sein des travailleurs actifs et des chômeurs ; en organisant le soutien aux chômeurs et aux ouvriers en lutte par des petits paysans qui viennent vendre leurs produits au prix coûtant et discuter de leurs difficultés à la campagne ; en mobilisant l'énergie révolutionnaire de la jeunesse, animée de l'esprit de «servir le peuple» pour soutenir les actions contre les saisies, les expulsions... Les liens ainsi noués sont les premières bases pour cette unité populaire qui se renforcera avec le développement des luttes de ces différentes couches du peuple.

Une telle unité populaire construite dans l'action est radicalement différente de toutes les versions «d'union du peuple de France» véhiculées par la gau-

che, particulièrement par le P«C»F. Pour ce parti, l'union dont il parle consiste à mettre les intérêts de la classe ouvrière à la remorque de ceux de toutes une série de couches, ingénieurs, cadres et petits patrons, auxquels il est promis un avenir de rêve dans le cas d'une victoire du programme commun. Les travailleurs n'ont rien à gagner à une telle victoire qui signifierait simplement un capitalisme monopoliste d'État renforcé. Ce que réclament les travailleurs, c'est une unité populaire qui prenne pour cible la société capitaliste et pour objectif, la construction d'une nouvelle société, le socialisme.

oooooo

C'est cette unité populaire qu'il faut forger dès aujourd'hui.

Le mouvement d'ensemble qui se prépare, loin de se réduire à un simple mouvement revendicatif, aura d'entrée une composante politique importante. La crise, son aspect profondément politique entraîne qu'un tel mouvement remettra en cause directement les choix politiques de la bourgeoisie. Le mouvement ne prendra pas seulement pour cible le gouvernement anti-populaire de Giscard, gouvernement de misère et de répression, il devra s'affronter directement avec les révisionnistes, qui tenteront de s'appuyer sur l'action des masses, pour faire accepter leur projet propre de replâtrage du capitalisme. En mai 68, alors que la crise politique n'était pas ouverte, la bourgeoisie a pu dissoudre le mouvement en cédant un peu sur les salaires et avec la complicité ouverte des révisionnistes qui appelèrent massivement à reprendre le travail. Une telle situation n'est pas renouvelable aujourd'hui avec la crise ; la bourgeoisie ne peut reculer sur les salaires sans remettre en cause ses choix économiques, et les révisionnistes ont vu leur domination sans partage très largement entamée. Ne seraient-ce que les luttes de cette rentrée à Sovirel, à Air France, chaque fois les travailleurs ont rejeté leurs propositions.

Combattre les idées révisionnistes, dénoncer le projet de capitalisme monopoliste d'État du P«C»F, c'est la condition pour porter plus loin en avant la perspective de la révolution dans le mouvement d'ensemble contre le gouvernement réactionnaire de Giscard.



### DÉVELOPPONS LARGEMENT LA DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE DANS NOS LUTTES ! FORMONS DES COMITÉS DE GRÈVE !

L'expérience de ces dernières années l'a largement montré, une lutte dispose de d'autant plus de chance de succès, les débats entre les travailleurs sont d'autant plus riches, que les formes d'organisation de la grève permettent de rassembler tous les travailleurs. Si les syndicats sont les formes traditionnelles d'organisation des travailleurs pour défendre leurs droits, la période de la grève mobilise les travailleurs au-delà du cercle forcément limité des syndiqués. Le comité de grève a représenté dans toute une série de luttes importantes, une forme d'organisation efficace pour réaliser l'unité syndicale, pour associer largement les travailleurs non-syndiqués à la conduite de l'action.

La direction confédérale de la

mise en place d'un instrument où la démocratie prolétarienne peut jouer, où massivement les travailleurs confrontés au choix de la lutte et à des discussions politiques plus larges peuvent faire valoir leurs points de vue et remettre en cause la tutelle révisionniste et réformiste. Nombre de succès ont été arrachés dans les grèves grâce à la mobilisation active dans les comités de grève. Nombre de questions politiques importantes, sur la crise, sur le pouvoir, sur la révolution ont pu être débattues dans ces comités alors que les directions syndicales s'y opposaient.

C'est d'ailleurs le succès remporté auprès des travailleurs par ces formes d'organisation, qui a amené P«C»F et PS à modifier dans la pratique leur attitude par rapport à de tels comités de grève. Par exemple, on a pu voir dans une grève comme Chausson, au début de l'été, l'attitude du P«C»F face au comité de

### DANS NOS SYNDICATS, DÉVELOPPONS L'OPPOSITION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE

Cette tutelle, il faut la contrer dans notre principale organisation revendicative, dans le syndicat. L'outil de lutte que les travailleurs ont forgé dans des décennies de lutte contre l'exploitation, P«C»F et PS, respectivement dans la CGT et la CFDT, en ont accaparé plus ou moins directement le contrôle, et tentent par ce biais d'inscrire nos luttes revendicatives dans le cadre de leurs projets politiques. Des centaines et des centaines de milliers de syndiqués, à la CGT comme à la CFDT réclament pourtant le développement d'un véritable syndicalisme révolutionnaire, d'un syndicalisme qui ne dénature pas nos revendications en des revendications acceptables pour la bourgeoisie, d'un syndicalisme qui associe largement tous les travailleurs aux décisions et aux orientations de notre combat, d'un syndicalisme qui n'utilise pas nos luttes

**politique**

**SOISSONS : PRISON FERME POUR LE PATRON FLINGUEUR**

Dezutto, le «patron flingueur» qui avait tiré sur ses ouvriers en grève et blessé gravement l'un d'eux a été condamné hier par le tribunal de Soissons à un an de prison dont 4 mois ferme. La colère des ouvriers qui sont venus massivement manifester devant le palais de justice a obligé la justice à prononcer une peine de prison ferme, mais Dezutto va faire appel, comptant sur l'oubli pour obtenir un verdict de complaisance, restons vigilants.

A Oullins, trois incarcérations à la suite de l'accident qui a coûté la vie à deux personnes, un engin de démolition ayant frappé l'immeuble où elles travaillaient. Le patron, le chef de chantier de l'entreprise de démolition et l'ouvrier qui conduisait l'engin de démolition ont été inculpés et écroués.

**L'HUMANITÉ ET LA POLICE**

Dans une enquête sur la police publiée dans l'Humanité, le journaliste du PCF admet qu'elle est «un instrument de répression au service de la classe dominante». Mais, se reprend-il aussitôt, «ce n'est pas si simple»: «la perspective de changements démocratiques n'est pas sans influence sur eux» dit-il et il donne, comme critère de cette influence que «la gendarmerie mobile vote en majorité à gauche». Un bulletin de vote «à gauche» n'empêche pas les matraquages, les exactions racistes, etc... On conçoit cependant que dans une couche de cadres policiers, le vent qui apporte des bruits de future victoire de la «gauche» aux élections, suscite des vocations de gauche.

**LES DÉPUTÉS :**

**ATTENTION «L'ENNEMI INTÉRIEUR» EST DÉJÀ DANS LA TÉLÉ**

Comme on le prévoyait, la «majorité» au Parlement, comme l'opposition, a repoussé le budget de l'ex-ORTF présenté par le gouvernement.

Sur quoi porte l'opposition quasi-unanime (269 députés contre, 5 pour et 205 abstentions) au projet gouvernemental ? Les interventions des députés dans la nuit de mardi à mercredi, montrent que la discussion sur la gestion financière, les cahiers des charges, les conventions collectives, est surtout un prétexte, l'objet essentiel du débat est ailleurs : c'est le contenu actuel des émissions. L'intervention d'un Soustelle déclarant : «On en a marre de la main-mise gauchiste sur Antenne 2», donnait le ton. Et Chinaud annonçait dans la foulée que son groupe des Républicains indépendants voterait contre le budget présenté en attendant d'être assuré d'une «meilleure utilisation» des crédits.

Ce vent, contraire aux programmes actuels de radio-télévision souffle dans les rangs de la majorité au moment où Giscard d'Estaing vient de renouveler sa confiance aux présidents des sociétés de l'ex-ORTF. Le désaccord entre le président et sa majorité serait-il profond ?

Giscard peut tirer profit de cette situation : en laissant ainsi la liberté de vote à sa majorité, il met en valeur sa façade libérale, son projet de «libéralisation» de l'ex-ORTF serait tellement avan-

cé que même sa majorité hésiterait à le suivre vers tant de «démocratie». Giscard d'Estaing serait l'homme qui brise les carcans d'une droite devenue trop «classique».

Déjà, rappelons-nous, lors du vote de la loi sur l'avortement, l'an dernier, la même liberté avait été laissée aux députés de la majorité. Le résultat avait été édifiant : 2/3 de l'UDR, 2/3 des Républicains indépendants et la moitié des réformateurs avaient voté contre une loi dont le «libéralisme» était pourtant très relatif puisque le refus «légal» de pratiquer l'avortement est

toujours chose courante dans les cliniques et les hôpitaux. Ce vote reflétait tout à fait leur fond de vieux réactionnaires pad

fond de vieux réactionnaires pas toujours à l'aise dans le «libéralisme» même s'il n'est qu'une façade nécessaire pour défendre la main-mise de la bourgeoisie sur notre vie quotidienne. Ce sont les mêmes motifs qui ont conduit la «majorité» au vote d'hier, sans compter peut-être la tentative des giscardiens de désamorcer une opposition UDR qui déjà était hostile voici un an au morcellement de l'ORTF.

Ce vote est «un coup de semonce» dit André Bord de l'UDR, ce ne sera que cela : le budget à toutes les chances d'être adopté en seconde lecture à l'assemblée. Car, les députés même les plus conservateurs n'ont rien qui les empêche de dormir : les limites du projet «libéral», on les a tous les jours devant les yeux.

Mardi soir, on a vu le secrétaire de Laval pro-nazi de Vichy, parler du problème juif ; le 11 novembre, le gouvernement avait laissé le sergent Dupuy de Méry, et sa petite troupe, interdire un débat sur l'armée à antenne 2. On avait déjà eu droit ces derniers jours avec les «dossiers de l'écran», à un en-direct de Madrid avec des fascistes espagnols, sans compter les fantoches saïgonnais pour évoquer la vie dans le Vietnam libéré, etc...etc...

Entre la «majorité» et le président, l'accord sur la fonction de la radio-télévision reste total. Avec la gauche aussi qui réclame avant tout plus de temps d'antenne. «Nous ne reprochons à personne de ne pas avoir la même sensibilité que nous» disait hier dans le débat Rolland Leroy du PCF. Le fait que l'audio-visuel soit devenu aujourd'hui un des moyens fondamentaux de la classe bourgeoise d'assurer sa domination sur la société, cela on n'en souffle mot.

Jean-Paul GAY



Le 11 novembre, le commando de Dupuy de Méry sort d'Antenne 2 où il a interdit le débat sur l'armée. Ce soir, le sergent fasciste est invité sur FR 3.

**formation professionnelle : paravent du chômage**

**FRONT ROUGE**

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

**organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)**

**est paru**

LE NUMERO : 5 F

Passez votre commande : FRONT ROUGE - BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18 - CCP 31 191 14 La Source

Le conseil des ministres d'hier était en partie consacré à la formation professionnelle. Grand battage est fait sur le rapport Granet et l'augmentation des fonds consacrés à la formation : plus 60 % en deux ans !

**QUI EN BÉNÉFICIE ?**

Les chiffres sont éloquentes : les OS et les manoeuvres qui représentent 31 % des salariés ne représentent que 17 % des salariés ayant «bénéficié» de la formation ! Les femmes (qui constituent 38 % de la population active) seulement 25 % ! Sur Nanterre par exemple, pour les manoeuvres et les OS : personne. 0,5 % d'OP. Les agents de maîtrise et les cadres techniques et administratifs, 89 %. On voit à quoi sert

cette formation : apprendre à rentabiliser, à mieux organiser la production...

**UN CAMOUFLAGE DU CHÔMAGE !**

Là encore, les chiffres sont clairs : 17 800 demandeurs d'emploi âgés de 16 à 20 ans étaient en stage au 15 septembre (depuis, leur nombre a été doublé). De toute évidence, c'est pour les faire patienter, pour éviter que le nombre de chômeurs soit encore plus élevé. Le gouvernement veut étendre la formation là où le chômage est particulièrement développé ! Mais combien trouveront un emploi à la sortie ? Pas la moindre garantie là-dessus. Au contraire, les exemples de travailleurs qui se retrouvent au chômage sont nombreux...

**«TOUT BÉNÉFICE» POUR LES PATRONS !**

Un grand nombre de stages sont organisés à l'intérieur des entreprises, par le patron et l'encadrement de la boîte. C'est purement et simplement une opération «maison» destinée à adapter les travailleurs à de nouveaux postes de travail, ou à augmenter le rendement.

**LUTTER CONTRE LES ILLUSIONS**

Le gouvernement voudrait faire croire qu'il prend en charge la «promotion» des travailleurs. Pour faire illusion, il tente d'utiliser le désir légitime des ouvriers de maîtriser la technique, d'avoir un métier. Dans cette entreprise, il est parfaitement aidé par les directions syndicales. Pour la direction CGT, qui met en avant **ses exigences**

nouvelles de l'évolution des techniques dont la pleine efficacité est subordonnée à la formation des hommes», le reproche essentiel c'est l'anarchie, le manque de moyens. Tandis que pour la direction CFTD, la formation doit être intégrée «à de nouveaux objectifs de croissance... ce qui doit entraîner la création de nouvelles activités». Toutes deux se placent du point de vue de la gestion de la crise, en proposant leurs solutions.

Les intérêts des travailleurs sont ailleurs : dans la lutte pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Une formation «paravent du chômage» et instrument de division (par la «promotion» en système capitaliste), la classe ouvrière n'en a que faire, M. Granet !

M. CHERAN

**LES PROSTITUÉES A LA MUTUALITÉ**

«C'est bien simple, depuis que c'est Giscard, les amendes pleuvent bien plus qu'avant, on se fait «emballer» par les flics pour un oui ou pour un non, et maintenant, ils font «tomber» les hôtels systématiquement. On ne peut plus travailler, c'est cela notre problème.» C'est une prostituée, «une professionnelle» insiste-t-elle qui parle, et qui indique par là la principale revendication des prostituées réunies à la mutualité, mardi soir, dans une ambiance surchauffée et parfois houleuse. De remise en cause de la prostitution de cette société qui la produit, il n'est pas question. Pourtant, certains témoignages en disent

long : «il y a des ordures qui disent que nous faisons cela par plaisir. Moi, je peux en parler : si j'ai commencé, c'est que la mère pleurait souvent. Nous étions 11 dans la famille et c'était la solution la plus facile...» D'autres expliquent qu'elles ont essayé de se «réinsérer», mais que passer de 5 000 F par mois à 1 200, avec d'énormes arriérés d'impôt, cela faisait renoncer. Ces impôts, ces amendes, le recensement par la police des prostituées sont la preuve que le principal intéressé aux bénéfices de la prostitution, c'est bien l'Etat bourgeois. La fermeture des hôtels est-elle un épisode de la guerre

entre partis bourgeois pour avoir le contrôle de ce racket si fructueux ? Ce n'est certainement pas Ulla, félicitée à la tribune par l'envoyé de Mitterrand, Legarrec - à noter que dans ses propos embarrassés, il n'y avait aucune prise de position contre la prostitution - qu'il fallait attendre des révélations.

Les prostituées ont raison de dénoncer les tentatives de réouverture des maisons closes, de dénoncer l'Etat proxénète, mais ce qui provoque toute l'ambiguïté de leur mouvement, c'est qu'il ne remet en question à aucun instant l'existence même de la prostitution, considérée

comme un «exutoire nécessaire à toute société» - argument repris par Jean Cau de service qui était dernièrement son mépris des femmes en prétendant que tant qu'il y aura des hommes et des femmes, il y aura prostitution.

Que les prostituées manifestent en public, c'est un signe de plus de la crise profonde, politique et idéologique, de cette société responsable de leur condition. Mais c'est pour la disparition complète de la prostitution qu'il faut se battre.

Eric BREHAT

## Air France

### NON AUX MANOEUVRES RÉVISIONNISTES !

Avant hier, alors que les travailleurs décidaient la poursuite de l'action (sous forme de débrayages de 4 H), la direction annonçait qu'elle acceptait de rencontrer les syndicats, ce jeudi à 14 H 30, pour discuter des revendications. C'est effectivement un premier recul imposé par les travailleurs. Mais rien n'est encore gagné.

Les travailleurs, en rentrant dans l'entreprise ne le font pas pour reprendre le travail. Les affirmations de l'«Humanité» suivant lesquelles les travailleurs n'auraient fait finalement qu'accepter les propositions de la CGT sont démenties par les faits : la meilleure preuve, ce sont les travailleurs eux mêmes, qui l'ont montrée lundi, en huant pas milliers les révisionnistes. Car ce dont ils se rendent compte aujourd'hui, c'est que les révisionnistes vont tenter de transformer les débrayages en reprise.

Mais cela ne leur sera pas facile. De lundi, où ils proposaient la reprise, ils ont du reculer une première fois mardi matin en étant forcés de proposer un vote sur la continuation de la lutte, votée à l'unanimité.

Après une délégation de postiers du PCR (ml), lundi, ce sont les travailleurs hospitaliers de Saint Antoine et Cochin qui, hier

matin, sont venus apporter le soutien des hospitaliers aux travailleurs d'Air France, lors de l'assemblée générale à Orly Nord. La pétition qu'ils ont remise (lancée à l'initiative de la section hospitaliers de Paris du PCR (ml) et qui a été lue à la tribune, disait notamment :

«Pour les hospitaliers, depuis novembre 74, les revendications essentielles demeurent 2 000 F minimum, 300 F mensuels pour tous, ouverture de l'embauche et titularisation... Il est nécessaire que se réalise dans la lutte l'unité des hospitaliers et de la classe ouvrière. Pour vaincre, ce n'est pas des journées d'action sectorielles et des grèves maintenues dans l'isolement qu'il faut, c'est un mouvement d'ensemble».

Bien accueillis par les grévistes, avec qui ils ont discuté autour du Quotidien du Peuple, ils ont constaté que, malgré les hésitations et les reculs des directions syndicales, la volonté de lutter et de vaincre était très forte chez les travailleurs.

Oui, il s'agit bien aujourd'hui, pour les travailleurs d'Air France, à l'approche des négociations, de ne pas céder. Ils n'en ont pas l'intention : hier, sitôt rentrés dans les locaux, ils débrayaient massivement.

## PARIS-RHONE

### LE SOUTIEN SE DÉVELOPPE

Le succès de la mobilisation d'hier pour le tribunal des référés a renforcé la lutte à Paris-Rhône. Aujourd'hui c'est encore plus nombreux que les grévistes ont popularisé leur action sur la ville (en particulier aux portes de Berliet). Ce matin à l'usine du 8°, plusieurs centaines de travailleurs sont venus participer à l'assemblée générale pour partir ensuite en manifestation devant les bureaux où se

grève continuera.» Pourtant ce matin, à l'usine du 8°, les problèmes de l'heure (ceux du soutien) n'ont pas été correctement posés. Or la lutte des travailleurs de Paris-Rhône c'est celle de tous les travailleurs ! Les délégations de Brandt, Peter-cem, Teppaz, Sigma, l'ont montré hier au tribunal. Les ouvriers de Paris-Rhône 3° dans un tract distribué sur les marchés et les entreprises, appellent



retranche la direction. Les mots d'ordre : «Nos 250 F c'est possible et c'est le moment», «on ne crévera pas !» (riposte aux menaces du patron : «qui fait grève, crève»), réaffirmant leur volonté de se battre jusqu'au bout. Au cours de l'assemblée générale, les responsables du comité de grève ont affirmé : «dans les heures qui viennent il faut s'attendre à une intervention des flics pour faire évacuer l'usine. Néanmoins, la

les autres travailleurs à venir manifester devant leur usine à la première attaque des flics. Sur la ville, les comités de lutte contre le chômage et la vie chère de Vénissieux-St Fons, de Villeurbanne et du 3° ont proposé aux grévistes de Paris-Rhône d'organiser un comité de soutien à leur lutte, avec un écho favorable de la section CFDT de Paris-Rhône 8° et d'ouvriers du 3°.

Correspondance Paris-Rhône

## « les patrons en prison »

«Chaque année, nombreux sont les camarades qui paient de leur vie l'exploitation capitaliste, et il y a ceux aussi dont on ne parle presque jamais et qui resteront infirmes toute leur vie parce que la vie d'un ouvrier ça ne représente pas grand chose pour un patron». C'est ce que nous disait avec émotion et colère un ouvrier du bâtiment qui scandait avec ses milliers de camarades : «Les patrons en prison» malgré le responsable CGT qui près de nous s'étonnait timidement en disant : «Mais

travailleurs (dont une majorité d'immigrés) ne s'est pas limité à ce thème ! Le refus de payer de leur vie les énormes profits que réalisent les patrons, la volonté de développer l'unité de la classe ouvrière et «Français et Immigrés même combat», c'est ce qu'ont imposé les travailleurs du bâtiment pendant toute la manifestation, (alors que le tract d'appel des Unions régionales CGT et CFDT de la construction, n'y faisait aucune allusion !)

Cette journée a pris aussi un



c'est pas un mot d'ordre qui était prévu !». La manifestation qui a eu lieu hier matin à l'appel des syndicats CGT et CFDT de la construction de la Région Parisienne avait pour thème central (à l'origine) «la lutte contre les licenciements en fin de chantier» que Durafour légalisait par une circulaire le 2 juillet. Le succès de la grève d'hier et de la manifestation qui s'est dirigée sur la Chambre Syndicale Patronale de la construction et qui a regroupé plusieurs milliers de

caractère particulier pour toutes les entreprises de la construction qui sont en lutte et qui ont pu ainsi rompre pour un temps leur isolement comme à la CGEE Alstom (où les travailleurs luttent contre le chômage partiel, les réductions de salaires et contre les licenciements). Ces luttes que les révisionnistes du P(C)F dans la CGT se refusent d'étendre, au mépris des aspirations des travailleurs.

José GARCIA

## non à la liquidation de l'agriculture dans la vallée du Var

Dans la vallée du Var, les capitalistes liquident l'agriculture de montagne, pour installer des stations de ski luxueuses comme «Isola 2 000». Les habitants des villages doivent s'en aller, tandis que se construisent partout des résidences secondaires.

Depuis plusieurs années, la municipalité de Nice fait tout pour exproprier les paysans de la vallée du Var, sous prétexte de réalisations d'intérêt public ! Mais le «Parc des Sports de l'Ouest», qui occupera 125 hectares, n'est rien d'autre qu'une opération de prestige. Sept fermiers ont déjà été expulsés sur la propriété Philip, d'autres doivent l'être sous peu. La municipalité veut exproprier trente six hectares pour la création d'un Centre Hospitalier Universitaire. Mais en fait, seulement onze hectares seront réellement utilisés pour l'hôpital. Le reste servira à la construction de bâtiments universitaires et de laboratoires (alors que la faculté de médecine, près de l'hôpital Pasteur, est inoccupée aux trois quarts). Il y a tout lieu de penser que la municipalité récupérera un certain nombre d'hectares pour des opérations immobilières !

Un Comité de Soutien au Paysans de la Vallée du Var s'est constitué à Nice, pour «aider les paysans à lutter contre les expropriations et la liquidation de l'agriculture». Il a développé un travail de popularisation, et aidé les paysans à remettre en culture des terrains en friches. «Si les paysans concernés aujourd'hui par les expropriations sont seuls à réagir, demain c'est l'ensemble des paysans de la Vallée du Var qui seront liquidés».

Pour contacter le Comité de Soutien, s'adresser à :  
la librairie «Le Temps des Cerises»  
50, boulevard de la Madeleine  
06 000 - NICE

### LICENCIEMENTS ? OCCUPATION !

Les 1 200 employés des laboratoires pharmaceutiques Rolland à Chilly-Mazarin (Essonne) occupent depuis mardi les locaux de leur entreprise et ceux de la direction pour empêcher les 150 licenciements prévus dans les filiales Hetrapol et Crephar de Chilly-Mazarin et celle d'Amphar Arcueil (Val d'Oise).

### CLARK-STRASBOURG : RÉDUCTION D'HORAIRE

A Clark (usine de 700 travailleurs appartenant à un trust US, fabricant des bulldozers et engins de manutention), le patron vient de décider une nouvelle réduction de travail (de 32 h à 24 h) et un ou deux mois de chômage à partir de février. En moins de trois mois, les horaires ont chuté de 43 à 24 h par semaine, remettant en cause des salaires un peu supérieurs à ceux d'autres usines du même type dans la région.

### AU NOM DE QUELLE JUSTICE ?

Depuis 2 mois, les ouvriers de Famosia (sacs plastiques à Gaillefontaine en Seine-Maritime), qui ont formé un syndicat, occupent l'usine, malgré les pressions de toute sorte (renseignements généraux, gendarmes, interdiction des collectes). Ils ont déposé plainte contre leur patron pour avoir fermé l'usine, pendant les vacances, sans les prévenir. Monsieur Lecanuet, vous qui êtes informé de la situation par les ouvriers de Famosia eux-mêmes, quelle est cette justice, que vous représentez, qui n'instruit pas la plainte des travailleurs contre les exactions de leur patron et qui traduit devant les tribunaux des ouvriers qui refusent le chômage ?

### LA C.G.C. ORGANISE LA RÉPRESSION

Comparaissent aujourd'hui devant le tribunal de grande instance de Poitiers quatre syndicalistes de l'usine Bléreau à Châtelleraut. Les faits incriminés remontent au 9 octobre, devant le refus catégorique de négocier de la direction, les travailleurs en lutte pour leur emploi, avaient séquestré dans leurs bureaux les onze cadres de la société ! Bien que les travailleurs aient déjà obtenu victoire, grâce à leur action, quant aux plaintes et sanctions de la direction, la CGC, elle, maintenait sa plainte. Des débrayages massifs et des manifestations ont lieu aujourd'hui pour dénoncer le rôle de collaboration de classe que joue la CGC et réaffirmer le soutien de tous les travailleurs aux syndicalistes poursuivis.

### DOUCEUR ANGEVINE

Angers : chez Braud (machines agricoles) les horaires depuis le mois d'avril sont passés de 43 à 32 H. Mercredi 12 novembre au matin, la direction annonce 166 licenciements pour les usines d'Angers et de Saint-Mars-la-Jaille et la réduction de la semaine de travail à 24 H. Immédiatement les travailleurs passent à l'offensive et décident l'occupation de l'usine. La lutte s'organise (création d'un comité de grève, popularisation, défilés dans les rues de la ville, interventions sur les marchés des quartiers populaires). Les travailleurs de Braud sont fermement décidés à vaincre !

Cholet : la tension ne baisse pas chez Maugelec (fabrication de télé couleur) appartenant à Thomson-Brandt où les travailleurs entament leur 5ème semaine de grève avec occupation. Même situation chez Renault-Somuta (machines-outils) où la détermination ouvrière est très grande.

Saumur : à l'usine CLS, la grève avec occupation se poursuit depuis le 30 octobre après la décision de la direction de licencier 130 personnes.

Correspondant Angers

international

# LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

## FERNANDO VALERA, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN ESPAGNOL EN EXIL

**«Maintenir la légitimité républicaine, c'est le meilleur chemin pour rétablir la liberté en Espagne»**

Fràncó meurt. Depuis des jours, il est clair que son cadavre n'est plus maintenu en mouvement que dans le but de préparer la succession, notamment par les arrestations massives qui viennent de commencer. Les diverses forces d'opposition se préparent elles aussi, chacune à sa façon. Le Quotidien du Peuple poursuit aujourd'hui la publication d'une enquête sur cette question, une des plus brûlantes en Europe.

Quotidien du peuple : « Que pensez-vous de la situation actuelle ? »

Mr Valera : « On va essayer de perpétuer le fascisme à travers la personnalité de Juan Carlos, prince intrus, usurpateur de la souveraineté nationale et continuation de l'usurpation initiale de Franco. Nous ne pouvons admettre par sentiment patriotique que l'on persiste à maintenir l'usurpation. Aucun pouvoir n'est légitime, s'il n'est établi sur la volonté de la nation... »

J'observe aussi, qu'il y a comme un complot des classes réactionnaires du monde entier pour faire de Juan Carlos un prince éclairé. Nous ne pensons pas qu'il le soit. On trouve cette expression dans une certaine presse française qui se dit de gauche. Le prince ne peut pas faire l'ouverture, la démocratie, la liberté, parce que ce qu'il a hérité de Franco, ce n'est pas le sceptre d'un roi, c'est la hache d'un bourreau.

### LE PEUPLE ESPAGNOL EST UN PEUPLE RÉPUBLICAIN

QdP : Comment voyez-vous les différents projets des monarchistes aujourd'hui ?

Mr Valera : La monarchie ne peut pas tenir en Espagne ; elle doit se maintenir comme elle s'est toujours maintenue depuis un siècle, par la force. Le peuple espagnol est un peuple républicain. Si la monarchie s'ouvre à une consultation électorale comme elle l'a fait en 1931 - c'était la doctrine d'Alphonse XIII - il y aura fatalement la République. Alors, comme ils le savent, ils ne



Combattant anti-fasciste de la guerre d'Espagne

donneront pas au peuple espagnol la possibilité de cette ouverture et de cette consultation. En tout cas, si il y a un référendum, ce sera un référendum comme celui organisé par Franco en 1966.

Le nombre de votants dépassait d'un million le nombre d'électeurs répertoriés par l'Institut National de Statistiques ! Les classes possédantes, les classes privilégiées du pays ne veulent pas donner la possibilité d'une telle consultation.

QdP : En dehors de Juan Carlos, il y a différents mouvements monarchistes ?

Mr Valera : Il y a des personnes qui croient à une évolution et ils rendent un mauvais service au pays, parce ça permet des espérances irréalisables. Il y a aussi le mouvement monarchiste de son

père, Don Juan. Mais le mouvement de Don Juan n'a pas non plus de bases derrière lui ; ses amis et ses partisans ne sont pas trop nombreux défendent le rétablissement préalable de la monarchie, pour faire après une consultation électorale, c'est-à-dire une farce. Et après, il y a le mouvement carliste de Bourbon-Parme ; c'est un cas très curieux, les carlistes ont toujours été les plus réactionnaires de tous les réactionnaires d'Espagne ; ils étaient partisans d'une monarchie féodale et moyennageuse, et maintenant, ils se présentent comme des monarchistes socialistes avec beaucoup de réformes et de progrès. Ils se sont convaincus que leur idéal « Dieu, patrie et roi » était passé de mode. Il fallait faire autre chose, dissoudre le parti carliste, parce qu'il n'a pas de finalité en ce

siècle, et conseiller à leurs partisans d'aller à la recherche d'autres idéologies...

QdP : Et par rapport aux monarchistes qui sont dans la Junte ?

Mr Valera : Il n'y a pas de monarchistes là-dedans ; il y a seulement des membres de l'Opus Dei de Calvo Serer...

### L'AMNISTIE :

### UNE IDÉE DU PC

QdP : Comment voyez-vous la question de l'amnistie dans le cadre d'un autre régime ?

Mr Valera : C'est une idée du PC qui s'inspire de sentiments humanitaires et généreux, mais qui, à mon avis, n'est pas une idée politique pratique ; parce que dans le régime, tout espagnol libéral est un délinquant en puissance. Alors, s'il y a amnistie, aujourd'hui, le jour suivant, ils sont accusés de délit puisque l'exercice de la démocratie depuis la guerre, est un délit. L'amnistie ne doit pas être une trêve pour recommencer après.

QdP : L'amnistie dans la société après ?

Mr Valera : Il faut transformer la société politique ; l'amnistie alors a un sens : on efface des délits qui n'en sont pas.

QdP : Est-ce qu'il y aura amnistie des fascistes ?

Mr Valera : Je crois que oui, le jour où nous aurons la paix. Je crains beaucoup que si on arrive à un nouveau régime, la joie de la liberté retrouvée nous fasse à tous oublier... et qu'il n'y ait pas de représailles sauf peut-être contre certaines personnes très marquées, les bourreaux, ceux qui ont torturé...

### LA LÉGITIMITÉ RÉPUBLICAINE

QdP : Qu'est-ce qui compose aujourd'hui le gouvernement républicain ?

Mr Valera : Le gouvernement républicain en exil n'aspire aujourd'hui qu'à être le gardien de la légitimité républicaine. Ce n'est pas un gouvernement de forces politiques ; il pourra l'être à un moment donné. Il a la sympathie, je crois, de toutes les forces de gauche et un prestige moral.

Par exemple, lors de l'hommage au poète Machado à Collioure, plusieurs milliers de personnes, français et espagnols, nous ont témoigné leur admiration et leur respect ; de même, lors de la réunion à Buenos Aires d'associations galiciennes représentant des centaines de milliers de militants. C'est ça la preuve de la chaleur et de l'admiration - pas pour nos personnes évidemment - mais pour la République. Les personnes ne comptent pas. J'applique un peu la doctrine de Saint-Paul : il y a le semeur et celui qui récolte. Moi, je ne suis que le semeur de République et je n'aspire pas être celui qui récolte : il y aura beaucoup de gens qui récolteront, plus compétents et plus jeunes...

# le Front de Libération Nationale du TCHAD CONTRE TOUTE TUTELLE ETRANGERE

Le ministre gabonais des affaires étrangères a remis à Giscard d'Estaing un message du président de son pays concernant l'affaire Claustre, qui est toujours au point mort. La responsabilité du gouvernement français dans l'affaire se confirme : ainsi, Chirac, après avoir promis au président gabonais de se rendre à N'Djamena (capitale du Tchad) pour examiner la question avec le gouvernement en place, s'est finalement rétracté : il a montré ainsi le peu de cas qu'il fait des gouvernements africains. L'opposition la plus ferme à l'intervention française au Tchad reste celle du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT), dont notre envoyé spécial avait reconstruit, voici quelque temps, le représentant à Alger.

Quotidien du peuple : Pouvez-vous donner des précisions sur l'étape atteinte aujourd'hui par le FROLINAT dans sa lutte ?

FROLINAT : Dans tous les domaines, le FROLINAT a pu faire accéder la lutte du peuple tchadien

à un stade supérieur. Le Front a fait beaucoup de progrès surtout à partir de 1971 jusqu'à aujourd'hui. Le potentiel militaire s'est accru. Avant 1970, les masses combattaient avec des lances, des arcs, des flèches, dans des groupes de trente personnes qui ne disposaient que de peu d'armes à feu. Malgré l'effort des interventions françaises en 1968-69, les combattants résistèrent et prirent des armes aux légionnaires.

### DANS LES ZONES LIBÉRÉES

L'organisation des zones libérées s'est considérablement développée. Les « baladias » qui sont des milices populaires font la liaison entre les paysans et les forces armées populaires de libération. Elles participent au ravitaillement des combattants, à leur information, forment une force d'auto-défense.

Dans les zones sous contrôle

politique du FROLINAT, l'administration a été mise en place pour résoudre les problèmes sociaux et autres, au sein du peuple. Les missions de police et de surveillance relèvent des organisations rurales. Les forces armées populaires apportent leur aide, par exemple pour ravitailler la population si un produit manque, ainsi que pour les médicaments. La pression du front ainsi que le soutien dont il bénéficie au sein même de l'administration de N'Djamena permettent à des habitants de la zone libérée de se rendre sans risque dans des chefs lieux que contrôle N'Djamena, quand le besoin s'en fait sentir. Le Front prend en charge sous diverses formes l'éducation des enfants. Aujourd'hui le développement de la lutte permet de mettre à l'ordre du jour la création d'écoles dans les zones libérées.

Dans les zones libérées la culture du coton dans les conditions présentes a été arrêtée, portant un

rude coup à la COTONTCHAD, au profit des cultures vivrières, mil, maïs etc..., répondant aux besoins du peuple.

### L'UNITÉ DU PEUPLE

Le FROLINAT, sur la base de son programme en 8 points adopté en 1966 au premier congrès, lorsque Ibrahim Abatcha était secrétaire général, a enrichi constamment sa ligne. Au fur et à mesure de la lutte se rencontrent des problèmes créés par l'impérialisme français tels la domination des animistes sur les musulmans. La naissance de la révolte dans les provinces musulmanes du Tchad situées au nord du Chari a pu faire naître des idées tribalistes et régionalistes, de domination du nord sur le sud. Là-dessus nous sommes clairs : comme nous l'avons souligné, notre lutte ne se situe ni dans un contexte religieux, ni dans un contexte tribal ou régional. Il n'y aura pas au Tchad de Katanga ou de Biafra.

### CERTAINS DE LA VICTOIRE

Notre objectif est double : réaliser une indépendance véritable dégagée de toute tutelle étrangère quelle qu'elle soit ; procéder à la transformation radicale des structures politiques, économiques, culturelles, administratives. Dans cette perspective, il ne saurait y avoir de compromis avec quiconque. Sans une révolution socialiste, il n'y a pas d'indépendance véritable, et l'exclusion de notre front d'éléments religieux tribalistes dont fait grand cas la presse impérialiste et qui sont totalement isolés est la consécration d'une ligne conséquente : malgré les manœuvres, la chute de Tombalbaye, le FROLINAT reste l'opposant le plus intransigeant au régime de N'Djamena. De la réalisation victorieuse de nos objectifs, nous sommes certains.

recueilli par Tobias ENGEL

## bloc-notes

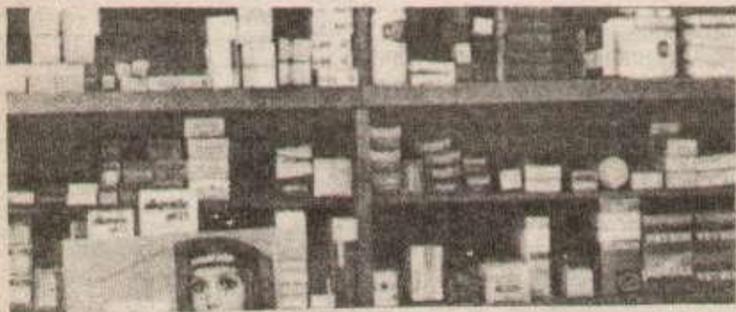
# la fièvre chez l'enfant

Très fréquente chez l'enfant, la fièvre précède le plus souvent de quelques heures l'apparition d'autres troubles liés à une maladie infectieuse.

Les causes les plus banales de fièvre sont les infections du nez, de la gorge, des oreilles : angines, otite, rhume.

Les médecins qualifient les rhumes banals (le nez pris) ou les fièvres inexplicables de « rhinopharyngite » ce qui souvent inquiète les parents, mais ne justifie pas un traitement antibiotique. Le seul traitement con-

L'otite se traduit par des douleurs ou simplement, un enfant qui se touche trop souvent les oreilles. Une otite due à une infection bactérienne, doit être soignée localement par des gouttes d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires (du type Otipax) et doit être surveillée pour que le tympan soit percé à temps; s'il est bômé sous la pression du pus. Les antibiotiques ne seront nécessaires que si le tympan perce spontanément ou est percé par le médecin. Dans les autres cas, les gouttes suffisent pour faire régresser l'infection.



siste à libérer les narines de l'enfant des mucosités, en le mouchant fréquemment, ou s'il est petit, en «lavant» ses narines avec un demi compte-gouttes d'eau bouillie tiède. On évite ainsi la propagation de l'infection en angines ou otites.

L'angine se traduit par des difficultés à avaler, une gorge rouge parfois avec des points blancs. Si la gorge est rouge dans son ensemble, il y a danger d'infection par le streptocoque (scarlatine par exemple) et pour éviter les complications rénales ou cardiaques (rhumatisme articulaire aigu) il faut utiliser des antibiotiques pendant 10 jours, de type Pénicilline.

Toutes les maladies contagieuses : rougeole, rubéole, varicelle, scarlatine, oreillons donnent de la fièvre qui précède la plupart du temps les boutons, de 2 ou 3 jours. En effet, les maladies contagieuses sont presque obligatoires, mais sans aucune gravité chez l'enfant, alors qu'elles sont beaucoup moins bien supportées chez l'adulte.

Le plus souvent, l'enfant fait des poussées de fièvre, apparemment sans cause et sans lendemain : combien d'enfants sont rentrés de l'école avec 39°, et le lendemain, sans traitement particulier, étaient frais et dispos.

(à suivre)

## «les dossiers de l'écran» mardi soir une insulte pour les Résistants

L'émission de mardi soir les «Dossiers de l'écran» est scandaleuse. Tout d'abord elle s'inscrit dans la campagne intolérable que la presse et la télévision mènent depuis la semaine dernière pour tenter de réhabiliter le sionisme qualifié à l'ONU « de sorte de racisme ». En effet, c'est bien une opération de contre-feu qu'André Jammot a voulu mener à l'encontre de la motion de l'ONU en programmant une soirée qui traitait de l'anti-sémitisme dont les juifs ont été victimes pendant la dernière guerre.

Utiliser des faits pour faire valoir dans les émissions débats est devenu monnaie courante à la télévision. Pour apporter la contradiction aux invités sionistes, et, afin que, comme cela c'est produit, il apparaisse tout à fait naturel de dire que ce n'est qu'avec « Israël » que les juifs ont retrouvé une dignité, Jammot, outre le film de Berri dont il s'est servi, a eu l'effronterie d'inviter au débat un inspecteur de police chargé des affaires juives sous Pétain, et, le secrétaire particulier de Laval, le chef du gouvernement de Vichy.

Le film de Claude Berri, « Le vieil homme et l'enfant », présenté avant le débat est selon son auteur « un réquisitoire contre les préjugés tels qu'ils existent dans la tête des gens ». Un enfant juif est placé à la campagne chez un couple de retraités. « Le vieil homme », Michel Simon, a emmagasiné toute la propagande de Vichy : il peste contre les Résistants, le Front Populaire, les Bolchéviques, les Juifs, et adore le « pépé », c'est-à-dire Pétain. A la libération, alors que le village est en fête, il pleure parce que le maréchal est en fuite. Ne sachant pas que l'enfant qu'il a hébergé, durant presque toute la guerre, est juif, il s'est lié avec lui comme il l'aurait fait avec un de ses enfants.

En fait de réquisitoire, en utilisant le jeu de Michel Simon, grâce à des

qualités artistiques indéniables, Claude Berri dresse plutôt un portrait sympathique d'un « vieux monsieur qui a tout de même sauvé un enfant juif ». A la fin du film, dans quel camp se retrouve-t-on : si l'on obéit à la logique du scénario, du côté de Michel Simon « qui préfère mourir plutôt que de voir les Résistants descendre les rues du village ». Après le film, qu'ils ont critiqué les sionistes n'ont pas eu de mal à s'inscrire en positif face aux deux collabos qui ont multipliés leurs injures.

Le flic de Vichy, qui prétend avoir sauvé la vie de beaucoup de gens en les prévenant des menaces qui pesaient sur eux, a véritablement tenté de réhabiliter la police de Vichy. Répétant sans cesse que beaucoup de policiers ont fait comme lui, que des milliers de vies ont été épargnées grâce à leur action, lorsque les téléspectateurs lui ont demandé par téléphone, pourquoi dans ce cas des milliers de personnes avaient pu mourir dans les camps de concentration des nazis, son seul argument a été de dire qu'il n'était pas au courant de ces camps ! Quant au secrétaire de Laval qui a eu l'audace de se plaindre du procès fait à son chef, il a poussé l'horreur jusqu'à prétendre que, si le gouvernement français avait demandé à ce qu'en plus des parents juifs, on fasse déporter les enfants, c'était pour des raisons humanitaires, par souci de ne pas briser les familles !

Voilà les sordides propos, que la télévision a permis à des bourreaux de notre peuple de tenir ; tout cela pour faire apparaître la motion de l'ONU comme une grande injustice. Cette émission aura été une étape de plus dans l'escalade de la propagande anti-palestinienne, et, une injure pour tous les Résistants.

Claude VILLARD

## télévision

## programme

## JEUDI 20 NOVEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - SHAFT  
21 h 40 - 60 MINUTES POUR CONVAINCRE: Mgr Elchinger. Pour la relance morale...  
22 h 40 - ALLONS AU CINEMA  
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - UN CHANGEMENT DE SAISON de J. Krier  
21 h 45 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE  
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - ALTITUDE 10 000  
20 h 30 - ESCALIER INTERDIT amér. de R. Mulligan (1967) v.f.  
22 h 35 - JOURNAL et fin

## VENDREDI 21 NOVEMBRE

TF 1  
18 h 15 - A LA BONNE HEURE  
18 h 45 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES  
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - AU THEATRE CE SOIR : LES HANNETONS (boulevard)  
22 h 00 - ARCANA le saxophone  
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2  
18 h 30 - JOURNAL  
18 h 40 - PALMARES DES ENFANTS  
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES GRAPPES DE MA VIGNE feuilleton  
21 h 30 - APOSTROPHES  
22 h 35 - CINE CLUB : JE SUIS UN EVADÉ am. v.o. ss. titrée. de Mervyn le Roy 1932  
00 h 10 - JOURNAL et fin

FR 3  
18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la CFTC  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX  
20 h 30 - VENDREDI  
21 h 20 - CIVILISATION  
22 h 10 - JOURNAL et fin

Des grèves étaient annoncées pour hier soir à TF1 et FR3, pour une durée indéterminée. Radio France et A2 pourraient se joindre à la grève, jeudi. Le démantèlement de l'ORTF n'a pu empêcher la solidarité des travailleurs de se manifester.

Les revendications portent sur le refus des projets des conventions collectives proposées par les directions des 7 sociétés issues de l'ORTF qui visent à diviser les travailleurs, en multipliant les catégories, et sur une augmentation de salaires.

## feuilleton

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

## DU BERCEAU AU CERCUEIL TOUT DEPEND DE LA MINE

Le logement du mineur est toujours très soigné, très bien entretenu. Contraste avec le décor extérieur très sombre du «pays noir», le logement est fréquemment repeint avec des couleurs pimpantes et retapissé de neuf, par le mineur et sa famille ; une fête ( par exemple la Sainte Barbe ou un mariage ) en fournit souvent l'occasion. C'est la femme du mineur qui entretient l'intérieur toujours avec beaucoup de soins : pour le mineur qui vient de passer 8 H dans l'obscurité ( très grande dans certaines galeries ), dans la poussière, la chaleur épuisante, le bruit infernal, retrouver son logement est un réconfort. Le matin, la femme du mineur se lève très tôt ; dès 4 heures du matin, elle prépare le café que le mineur avale en hâte avec quelques tartines, elle prépare aussi le casse-croûte, le briquet, que le mineur mangera tout à l'heure, avec souvent peu d'appétit, parce qu'il est épuisé et qu'il respire trop de poussière ( il n'y a plus d'interruption de l'abatage, même à l'heure du casse-croûte ). Le mineur embrasse sa femme et ses gosses qui dorment encore, et s'en va. «Une femme de mineur c'est comme une femme de marin. Chaque départ du mari peut être sans retour. On y pense toujours

mais, on évite d'en parler. A quoi bon ! ». Puis il faut s'occuper des enfants, les emmener à l'école, faire le marché et trouver assez de temps pour faire le ménage dans les 3 ou 4 pièces de l'appartement. Il y a toujours quelque chose à laver et la femme du mineur est souvent l'esclave des tâches ménagères. Le mineur aime un intérieur clair et gai, pourtant le soir vous le verrez longtemps attendre avant d'éclairer chez lui. La discussion entamée quand il fait encore jour, se prolonge dans l'obscurité, alors que la nuit est tombée depuis longtemps «c'est l'habitude du manque de lumière au fond, on n'y fait même plus attention».

L'entretien de la maison est non seulement une sorte de revanche sur l'aspect sombre et triste du pays minier, parfois carrément noir comme la région de Douai, c'est aussi une revanche sur la politique logement des Houillères.

Le logement du mineur n'a pas de douche et encore moins de salle de bains, le mineur couvert de poussière après 8 heures passées au fond, prend une douche avant de quitter le puits mais, il faut faire vite : le nombre de douches est limité, parfois certaines ne fonc-

tionnent pas ou il n'y a pas d'eau chaude, alors qu'à la maison, pour se laver, le mineur ne peut compter sur autre chose qu'un évier dans un coin de cuisine. Jamais de W.C. non plus, il y en a tout au plus à l'extérieur dans le jardin, très rudimentaire. Le logement accordé par les Houillères n'offre aucun confort : dans le logement du mineur, il n'y a même pas toujours le gaz il faut acheter des bouteilles de butane. Avant, l'eau était gratuite, maintenant il faut la payer. Dans certains corons de Bruay en Artois la porte d'entrée est parfois semblable à une porte d'écurie, se partageant en 2 parties bien distinctes.

Dans ces conditions, l'entretien de la maison est une véritable bataille. Pour améliorer le logement, tous les mineurs bricolent, c'est une nécessité absolue pour avoir un logement à peu près. Lorsqu'il rentre chez lui en début d'après-midi, le mineur passe souvent jusqu'au soir à bricoler pour sa maison, quand il ne s'occupe pas du jardin ; le mineur aime aussi son jardin pour se détendre, il élève souvent des animaux pour son plaisir : des pigeons, ou pour la consommation personnelle : des poules, des lapins.

L'ingénieur, le cadre, le médecin des mines, eux, se voient attribuer gratuitement une maison ou une villa, d'un grand confort généralement dans le coron, mais à part. L'entretien de leur maison est assuré par les Houillères qui prennent en charge la peinture, les tapisseries et le renouvellement au moins une fois par an pour une maison de 10 pièces et parfois plus. L'ingénieur peut choisir n'importe quelle tapisserie, même la plus luxueuse et se la faire poser par du personnel des Houillères, sans payer un sous. A noter que l'ingénieur dispose déjà d'une salle de bain au puits, là où les mineurs ont droit à une douche, les porions, eux, ont une cabine douche particulière. C'est 2 poids et 2 mesures non seulement pour l'entretien intérieur mais, pour toutes les réparations, murs, toit, de la maison. Si l'ingénieur ou le médecin des mines n'a pas de souci à se faire de ce côté-là : sa maison est toujours maintenue en état, pour le mineur il n'en va pas de même. Parfois, on se voit dans l'obligation de réparer soi-même et à ses frais, la toiture en mauvais état, ce qui entraîne des gouttières dans l'appartement, ou les murs qui se fissurent. (à suivre)

**international**

# WALDHEIM AU MOYEN-ORIENT guère de chances pour les complots de "réglement"

Waldheim (secrétaire général de l'ONU) entreprend aujourd'hui un voyage de six jours au Moyen-Orient. Le but immédiat du voyage est de prolonger le mandat des forces de l'ONU, installée dans la zone tampon entre Israël et la Syrie, sur le Golan : leur mandat expire le 30 novembre.

pays arabes contre Israël. Depuis cet accord, la Syrie est seule directement confrontée aux armées israéliennes. Tous les efforts des Etats-Unis se sont reportés sur elle pour lui imposer un accord similaire, tandis que les armées israéliennes peuvent retourner l'essentiel de leur effort de guerre sur le Golan.

du Golan occupé et d'autre part exige que l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) soit associée à tout règlement. Israël de son côté n'accepte que des modifications de détail, tout en construisant des pistes pour les chars et des fortifications sur les hauteurs du Golan. Et refuse de reconnaître l'OLP.

les moyens de pression leur manquent pour imposer un accord comme à l'Egypte ; l'Union Soviétique parce que la mission Waldheim signifie que l'initiative échappe aux Etats-Unis, qui avaient réglé seuls l'accord sur le Sinaï. L'URSS met à profit la situation difficile dans laquelle se trouve la Syrie, à la suite de cet accord pour renforcer son emprise sur elle en lui livrant un escadron de Mig 25 ; on sait que de telles livraisons d'armes sont des moyens de pression comme ce fut le cas en Egypte entre 1968 et 1973.

L'accord israélo-égyptien a marqué la rupture du front des

La Syrie s'oppose à un tel règlement parce que d'une part elle veut récupérer l'ensemble

Les Etats-Unis et l'URSS appuient tous deux la mission de Waldheim ; les USA parce que

La mission Waldheim a pour issue probable de maintenir la situation présente, car elle ne peut guère espérer trouver de base d'accord ; d'abord parce que l'ONU a décidé que toute conférence devait se faire avec l'OLP ensuite parce que la Syrie n'envisage pas de prolonger de plus de deux mois le mandat des casques bleus dans le Sinaï.

La principale cause de guerre et le seul obstacle à la paix reste le maintien de l'Etat d'Israël, par la menace qu'il fait peser sur tous les pays arabes.

Grégoire CARRAT

## ANGOLA

### L'Afrique divisée par les interventions étrangères

Sur le terrain, la prise de la ville de Malanje à 430 km de Luanda par des forces dépendant de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) est annoncée. De sévères combats sont signalés dans la ville côtière de Novo Redondo au sud de Luanda.

A Luanda même le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) a mobilisé la population pour combattre les colonnes qui se dirigent sur la ville.

Cependant, la guerre civile en Angola divise de plus en plus profondément les pays africains, provoquant des conflits au sein même de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Le président du Congo vient de faire savoir qu'il s'opposait à toute réunion extraordinaire de l'OUA sur l'Angola, réclamant en même temps la démission du président actuel de l'Organisation, ce qui revient à rejeter les propositions répétées de l'OUA de cesser le feu et de formation d'un gouvernement d'uni-

té nationale.

Ces conflits entre pays africains trouvent leur source dans les pressions faites à leur égard pour qu'ils s'engagent de l'un ou l'autre côté.

Le Congo est un des rares pays d'Afrique noire qui ait accepté de reconnaître la République Populaire d'Angola créée par le MPLA, malgré les nombreuses interventions soviétiques pour qu'elle soit reconnue par le plus grand nombre de pays africains.

## GUERRE DE LA MORUE EN ISLANDE

### UNE LUTTE CONTRE LE PILLAGE DES EAUX TERRITORIALES

Trois chaluts britanniques aux câbles coupés par des canonnières islandaises, des menaces du ministre des Affaires Étrangères anglais de faire envoyer des navires de guerre dans les eaux territoriales islandaises pour protéger ses chaluts, un premier port de pêche britannique, Grimsby, fermé aux bateaux islandais : c'est ce qu'on présente comme un nouvel épisode de la « guerre de la morue » entre l'Islande et la Grande Bretagne.

#### UNE RESSOURCE VITALE POUR L'ISLANDE

En fait, c'est une nouvelle étape de l'Islande dans sa lutte pour établir sa souveraineté sur ses eaux territoriales. En 1950, elle avait étendu ses eaux territoriales de 4 à 12 miles, en 1972, de 12 à 50 miles, depuis octobre, elle a décidé d'étendre ses limites de pêche à 200 miles soit 375 km. La pêche est un de ses ressources essentielles. Or, les eaux très poissonneuses qui sont au large de son territoire sont sillonnées, pillées, tout au long de l'année par des chalutiers britanniques, ouest allemands, soviétiques,

sans contrepartie. A un moment où les réserves de pêche s'épuisent, l'Islande veut protéger l'exploitation de la plus vitale de ses ressources naturelles, sinon la seule. En 1950 et surtout en 1972, la Grande Bretagne avait réagi violemment, envoyant un bâtiment de guerre de la Royal Navy contre une canonnière qui défendait les eaux islandaises. Il s'agissait là, comme aujourd'hui, de l'agression d'une puissance impérialiste contre un plus petit pays qui défend son territoire et sa souveraineté sur ce territoire. L'Islande n'est actuellement pas un cas isolé. En Amérique Latine, en Afrique, en Asie, les puissances impérialistes pillent les eaux territoriales des pays autrefois colonisés. En décidant d'étendre ses limites de pêche à 200 miles, en ne cédant pas aux provocations britanniques, l'Islande se joint à la lutte qu'ont engagée les pays du Tiers Monde depuis les années 50.

#### UNE QUESTION IMPORTANTE POUR LE TIERS MONDE

Les eaux proches des côtes recèlent d'immenses ressources : 80 % des prises de pêche, un tiers des ressources de pétrole, 10 millions de tonnes d'or, 4 milliards de tonnes d'uranium, etc... Elles servent aussi de voies de passage, non seulement économiques, mais aussi militaires. Prolongement naturel des territoires, le fond sous-marin proche de la côte fait partie intégrante du pays. C'est pour le respect de ce principe que les pays d'Amérique Latine ont engagé la lutte dans les années 50, principalement contre les Etats Unis. Ils furent bientôt rejoints par les pays du Tiers Monde qui, accédant à l'indépendance, luttèrent pour l'exercer totalement y compris sur leurs eaux territoriales.



L'opposition des pays impérialistes est virulente, celle des USA et très rapidement de l'URSS. Leurs intérêts économiques et militaires sont remis fondamentalement en cause. En 1971, par exemple, 86 % de la production totale de l'URSS provenait de la pêche dans des eaux proches des autres pays ; en 1971, les USA pêchaient pour 15 millions de dollars US dans les eaux territoriales de l'Équateur. Pour s'opposer aux revendications des 200 miles marins, ils s'appuient sur le vieux principe de la « liberté des mers », c'est-à-dire de la liberté de violer les eaux territoriales, de piller les ressources des fonds sous-marins, de collecter des renseignements militaires et économiques, de se livrer à l'espionnage.

#### UNE PRÉTENDUE INCAPACITÉ ÉCONOMIQUE

En 1974, à la session de Caracas de la Conférence de l'ONU sur le droit de la mer, où plus d'une centaine de pays revendiquaient les 200 miles marins, l'URSS a remarquablement révélé son vrai visage. D'accord pour les 200 miles marins,

mais que les pays qui sont incapables économiquement d'attraper 100 % des poissons dans ces eaux, donnent le droit aux autres (c'est-à-dire les pays développés) d'y pêcher sur la base de la non discrimination, ceci... pour éviter « des pertes inutiles de poissons » ! L'URSS a même invoqué les mœurs des poissons qui se déplacent sans reconnaître les limites définies par l'homme !

A ces arguments de super-puissance en mal de se justifier, les pays du Tiers Monde ont répondu par la fermeté. Des accords de pêche peuvent être réalisés, mais, sur la seule décision des pays souverains. C'est dans ce cadre que s'inscrit la lutte actuelle de l'Islande dont le ministre des Affaires Étrangères déclarait à l'ONU, en septembre dernier, : « Les mesures que nous avons prises, aussi bien que toute décision semblable que prendraient d'autres États, au lieu de nuire aux travaux de la Conférence (celle du droit de la mer) ne pourront que favoriser son succès dans un proche avenir ».

Joëlle FÉCLAZ

## en bref

### L'ASSEMBLÉE POPULAIRE D'ALBANIE PRÉPARE LA NOUVELLE CONSTITUTION

Le 17 novembre, l'assemblée populaire de la République Populaire d'Albanie s'est réunie pour décider de la rédaction de la nouvelle constitution. Au cours de son rapport, Hysni Kapo, le secrétaire du comité central du parti du Travail d'Albanie, a souligné que la constitution définitive en 1946 avait été la base constitutionnelle au développement du pays sur la voie du socialisme «...Il y a longtemps que la base économique du socialisme a été éditée dans le pays... La nouvelle constitution doit refléter cette riche expérience... La rédaction de la nouvelle constitution « sera un maillon très important de la chaîne des mesures prises par notre parti pour la révolutionnarisation continue du pays ».

L'Assemblée a chargé un comité présidé par Enver Hoxha de préparer la nouvelle constitution.

### LIBAN : QUE CHERCHE COUVE DE MURVILLE ?

Au Liban, où les incidents ont repris mardi, comme on pouvait s'y attendre après la réception d'armes par les phalanges la semaine dernière, Couve de Murville, émissaire de Giscard d'Estaing, est venu proposer sa « médiation » aux parties en présence. La radio ne tarit pas d'éloges sur la situation « privilégiée » qui serait celle de la France au Liban pour favoriser une solution pacifique. En particulier, elle insiste sur « les liens traditionnels » de la France avec ce pays. Faut-il rappeler que la division confessionnelle du pays et la constitution qui la consacre sont un héritage, précisément... du colonialisme français, qui y a appliqué la devise : « diviser pour régner ».

### LES PRODUCTEURS DE PÉTROLE SOLIDAIRES DES AUTRES PAYS DU TIERS MONDE

L'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole vient de dégager un fonds d'un milliard de dollars pour venir en aide aux autres pays du Tiers Monde. Alors que se prépare la Conférence Nord-Sud, au cours de laquelle on verra certainement se multiplier les manœuvres américaines et européennes en vue d'opposer les pays producteurs de pétrole aux autres pays du Tiers Monde, cette mesure vient renforcer l'unité politique des pays du Tiers Monde.

### LE DOIGT SUR LA « DÉTENTE » (3)

Le sénat américain vient de décider de réduire le système de protection anti-missiles qui était accordé aux USA par les « conversations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT) au seul système de radars, supprimant les missiles anti-missiles qui en faisaient partie. C'est une mesure de « désarmement unilatéral » qui crée le danger d'un déséquilibre militaire entre les deux super-puissances, et encourage les visées agressives de l'Union Soviétique.

#### 2 CHALUTIERS SOVIÉTIQUES EN FLAGRANT DÉLIT DE PÊCHE DANS LES EAUX SUÉDOISES

Le 14 novembre, deux chalutiers soviétiques sont surpris en train de pêcher dans les eaux territoriales suédoises. La garde côtière suédoise les prend en chasse. Un des chalutiers s'enfuit en toute hâte, tel le voleur pris la main dans le sac. L'autre est saisi, tous les poissons confisqués, le chalutier condamné à l'amende puis escorté hors des eaux suédoises.